



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/726 ✓
S/21947
26 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 35 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1	2
II. OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	2 - 11	2
III. SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES	12 - 16	4
IV. PROBLEME DES REFUGIES DE PALESTINE	17 - 18	6
V. QUESTION DE PALESTINE	19 - 21	7
VI. LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT	22 - 25	8
VII. OBSERVATIONS	26 - 29	11

127

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté en application de la résolution 44/40 A de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1989. Dans cette résolution portant sur divers aspects de la situation au Moyen-Orient, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de rendre compte périodiquement au Conseil de sécurité de l'évolution de la situation et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-cinquième session, un rapport d'ensemble couvrant l'évolution de la situation au Moyen-Orient sous tous ses aspects. Le présent rapport porte sur la période allant du 18 novembre 1989 au 19 novembre 1990. Il faudrait souligner toutefois qu'il ne traite pas du conflit entre l'Iraq et le Koweït. Il se fonde pour l'essentiel sur des éléments d'information tirés de documents de l'ONU auxquels il est fait référence s'il y a lieu.

II. OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

2. Trois entités continuent d'opérer dans la région : deux forces de maintien de la paix, à savoir la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), et un groupe d'observateurs, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

A. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

3. La FNUOD, qui compte quelque 1 330 hommes mis à sa disposition par l'Autriche, le Canada, la Finlande et la Pologne, est déployée entre les forces israéliennes et syriennes sur les hauteurs du Golan, conformément à l'Accord sur le dégagement conclu entre Israël et la République arabe syrienne en mai 1974. Un groupe d'observateurs de l'ONUST est détaché auprès de la Force et l'aide à s'acquitter de ses tâches. Celles-ci consistent essentiellement à contrôler le cessez-le-feu entre les forces israéliennes et syriennes et à surveiller la zone de séparation établie par l'Accord sur le dégagement. Au cours de la période considérée, le mandat de la FNUOD a été renouvelé à deux reprises par le Conseil de sécurité, la dernière fois le 31 mai 1990 pour une nouvelle période de six mois se terminant le 30 novembre 1990 [résolution 655 (1990)].

4. Les opérations de la Force depuis novembre 1989 sont décrites dans un rapport adressé par le Secrétaire général au Conseil de sécurité le 22 mai 1990 (S/21305). Il en ressort que la situation dans le secteur Israël-Syrie est demeurée généralement calme; la FNUOD a continué de remplir efficacement ses fonctions avec la coopération des parties, et il n'y a pas eu d'incident grave.

B. Force intérimaire des Nations Unies au Liban

5. La FINUL, qui est déployée dans le sud du Liban, a été établie par le Conseil de sécurité le 19 mars 1978, après la première invasion du Liban par Israël. Son mandat consistait - et consiste toujours - à confirmer le retrait des forces israéliennes demandé par le Conseil de sécurité, à rétablir la paix et la sécurité internationales et à aider le Gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région (résolution 425 (1978) du 19 mars 1978).

6. Le mandat de la Force a depuis été renouvelé selon les besoins, la dernière fois le 31 juillet 1990 pour une nouvelle période de six mois se terminant le 31 janvier 1991 [résolution 659 (1990)]. La FINUL compte actuellement quelque 5 860 hommes mis à sa disposition par les pays suivants : Fidji, Finlande, France, Ghana, Irlande, Italie, Népal, Norvège et Suède. Un groupe d'observateurs de l'ONUST aide la Force à s'acquitter de ses tâches.

7. Les activités de la FINUL de novembre 1989 au 24 juillet 1990 et la situation dans son secteur d'opérations du Sud-Liban sont décrites dans deux rapports présentés par le Secrétaire général au Conseil de sécurité les 25 janvier 1990 (S/21102) et 24 juillet 1990 (S/21406 et Add.1 et Corr.1). Dans le dernier de ces rapports (S/21406/Add.1), le Secrétaire général mentionnait en particulier les difficultés rencontrées par la Force dans le secteur du bataillon norvégien, qui est entièrement compris dans la zone sous contrôle israélien, et un affrontement particulièrement grave qui, en juillet 1990, avait opposé dans ce secteur la FINUL aux forces de défense israéliennes (FDI) et aux forces de facto. Soulignant que les opérations de maintien de la paix ne pouvaient fonctionner sans le concours des parties intéressées, le Secrétaire général déclarait que, si la situation dans le secteur du bataillon norvégien de la FINUL ne s'améliorait pas, le Conseil de sécurité serait peut-être amené à se demander s'il n'y aurait pas lieu de modifier le rôle de la FINUL dans cette zone.

8. Après que le Conseil de sécurité eut adopté sa résolution 659 (1990) prorogeant le mandat de la FINUL pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 31 janvier 1991, le Président du Conseil a fait savoir au Secrétaire général, le 24 septembre 1990, que les membres du Conseil souhaitaient le voir réexaminer, avant le 31 janvier 1991, l'effectif et le champ d'opération de la FINUL compte tenu de la façon dont celle-ci s'était acquittée de ses fonctions depuis sa création en 1978, l'idée étant d'assurer la pleine application de la résolution 425 (1978) (S/21833). Cet examen est en cours et le Secrétaire général compte en présenter les résultats dans son prochain rapport au Conseil de sécurité sur le fonctionnement de la FINUL, en janvier 1991.

C. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

9. Comme indiqué plus haut, les observateurs de l'ONUST ont continué d'aider la FNUOD et la FINUL à s'acquitter de leurs tâches. L'ONUST assure par ailleurs deux opérations d'observation, avec le Groupe des observateurs pour Beyrouth et le Groupe des observateurs pour l'Egypte.

10. Le Groupe des observateurs pour Beyrouth a été créé par le Conseil de sécurité en août 1982, après l'occupation de Beyrouth-Ouest par les troupes israéliennes. Depuis que les forces israéliennes se sont retirées de la région de Beyrouth, en septembre 1983, le Groupe des observateurs a réduit ses activités; ses effectifs comptent actuellement huit hommes.

11. L'effectif total du Groupe des observateurs pour l'Egypte, constitué lorsque la deuxième Force d'urgence des Nations Unies a été retirée en juillet 1979, est d'environ 50 hommes. Outre des bureaux de liaison au Caire et à Ismaïlia, le Groupe dispose de six avant-postes dans le Sinaï.

III. SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

12. L'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, après avoir examiné le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/44/599), lequel se compose du Sénégal, de Sri Lanka et de la Yougoslavie, a adopté le 8 décembre 1989 les résolutions 44/48 A à G. Par ces résolutions, l'Assemblée générale a, entre autres dispositions, exigé qu'Israël renonce immédiatement à un certain nombre de politiques et pratiques mentionnées dans la résolution et renouvelé le mandat du Comité spécial (résolution 44/48 A); réaffirmé que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, s'appliquait aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et enjoint énergiquement à Israël de reconnaître et de respecter les dispositions de la Convention (résolution 44/48 B); exigé que le Gouvernement israélien cesse immédiatement de prendre aucune mesure qui aurait pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition démographique des territoires palestiniens et autres territoires arabes (résolution 44/48 C); déploré que des milliers de Palestiniens soient détenus ou emprisonnés arbitrairement par Israël (résolution 44/48 D); exigé que le Gouvernement israélien rapporte les mesures illégales que les autorités israéliennes avaient prises en expulsant des Palestiniens et qu'il facilite leur retour immédiat (résolution 44/48 E); considéré que toutes les mesures et décisions législatives et administratives qui avaient été prises ou seraient prises par Israël pour modifier le caractère et le statut juridique du Golan arabe syrien étaient nulles et non avenues et étaient en violation flagrante du droit international (résolution 44/48 F); condamné les politiques et pratiques israéliennes dirigées contre les élèves, étudiants et enseignants palestiniens des établissements d'enseignement dans les territoires palestiniens occupés et exigé qu'Israël rapporte toutes les mesures et décisions prises contre ces établissements, assure la liberté de ceux-ci et cesse immédiatement d'entraver leur bon fonctionnement (résolution 44/48 G).

13. Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité s'est réuni en mars, mai, octobre et novembre 1990 pour examiner la situation dans les territoires arabes occupés. Le 31 mai 1990, il a voté sur un projet de résolution (S/21326) présenté par sept de ses membres; ce texte tendait à ce que le Conseil établisse une commission composée de trois membres du Conseil de sécurité, qui partirait immédiatement afin d'examiner la situation en ce qui concerne la politique et les pratiques d'Israël, puissance occupante, dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem; prie la Commission de lui soumettre son rapport le 20 juin 1990 au plus tard et d'y inclure des recommandations sur les moyens d'assurer la sécurité et la protection des civils palestiniens soumis à l'occupation israélienne; prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission les moyens nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter de sa mission; et décide de continuer de suivre de près, en permanence, la situation dans les territoires occupés et de se réunir à nouveau pour examiner la situation compte tenu des conclusions de la Commission. L'un des membres permanents du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté. Dans une déclaration du Président datée du 19 juin 1990 (S/21363), les membres du Conseil de sécurité ont vivement déploré l'incident qui avait eu lieu le 12 janvier 1990 dans

une clinique appartenant à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et située près du camp de Shati à Gaza, incident au cours duquel plusieurs femmes et enfants palestiniens innocents avaient été blessés par une grenade lacrymogène lancée par un officier israélien. Consternés par le fait que la sanction infligée à cet officier avait été commuée, les membres du Conseil réaffirmaient que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, en date du 12 août 1949, s'appliquait aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et demandaient aux hautes parties contractantes d'assurer le respect de ses dispositions. Ils demandaient à Israël de se conformer à ses obligations au titre de cette convention. Le 12 octobre 1990, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 672 (1990) dans laquelle il se déclarait alarmé par la violence qui s'était déchaînée le 8 octobre dans le Haram Al Sharif et dans d'autres Lieux saints à Jérusalem et qui avait fait plus de 20 morts parmi les Palestiniens et plus de 150 blessés, notamment parmi des civils palestiniens et des personnes innocentes qui s'étaient rendues à la prière; condamnait particulièrement les actes de violence commis par les forces de sécurité israéliennes, qui avaient fait des morts et des blessés; engageait Israël, puissance occupante, à s'acquitter scrupuleusement des obligations juridiques et des responsabilités qui lui incombaient en vertu de la quatrième Convention de Genève, qui était applicable à tous les territoires occupés par Israël depuis 1967; demandait, à propos de la décision du Secrétaire général d'envoyer une mission dans la région, dont le Conseil se félicitait, que le Secrétaire général lui présente, avant la fin d'octobre 1990, un rapport contenant ses constatations et ses conclusions et fasse appel selon qu'il conviendrait, pour l'accomplissement de la mission, à toutes les ressources des Nations Unies dans la région. Le 24 octobre 1990, le Conseil a adopté la résolution 673 (1990) dans laquelle il déplorait le refus du Gouvernement israélien de recevoir la mission du Secrétaire général dans la région; demandait instantanément au Gouvernement israélien de revenir sur sa décision et insistait pour qu'il se conforme scrupuleusement à la résolution 672 (1990) et permette à la mission du Secrétaire général de s'acquitter de son mandat; priait le Secrétaire général de présenter au Conseil le rapport demandé dans la résolution 672 (1990); et affirmait sa volonté d'examiner ce rapport promptement et en détail. Le rapport que le Conseil de sécurité demandait au Secrétaire général par ses résolutions 672 (1990) et 673 (1990) a été distribué sous les cotes S/21919 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 3.

14. Le 16 février 1990, la Commission des droits de l'homme a adopté sa résolution 1990/1 concernant les colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés, dans laquelle elle a affirmé que l'installation de civils israéliens dans les territoires arabes occupés était illégale et contrevenait aux dispositions pertinentes de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et a engagé le Gouvernement israélien à s'abstenir d'installer des immigrants dans les territoires occupés; la Commission a adopté aussi ses résolutions 1990/2 A et B concernant la question des violations des droits de l'homme en Palestine occupée. Ces résolutions, dans lesquelles la Commission condamnait la politique et les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, comme l'Assemblée générale l'avait fait dans sa résolution 44/48 A, ont été portées à l'attention de tous les gouvernements par une note

verbale datée du 1er juin 1990. De plus, la Commission a adopté sa résolution 1990/3 dans laquelle elle a déclaré une fois de plus que le maintien du Golan arabe syrien sous occupation israélienne et la décision prise par Israël, le 14 décembre 1981, d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan arabe syrien étaient nuls et nonavenus et sans effet juridique sur le plan international.

15. Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés s'est réuni périodiquement en application de la résolution 44/48 A de l'Assemblée générale. Dans l'intervalle de ses réunions, le Comité spécial a été tenu au courant des faits nouveaux survenus dans les territoires occupés par des informations en provenance de sources diverses, y compris des témoignages oraux et des communications écrites. Le Comité a passé en revue ces informations et évalué la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés. Conformément à sa résolution 44/48 A, l'Assemblée générale sera, à sa quarante-cinquième session, saisie des rapports périodiques du Comité spécial (A/45/84 et A/45/306) ainsi que de son vingt-deuxième rapport (A/45/576).

16. A sa quarante-quatrième session, l'Assemblée générale avait adopté aussi sa résolution 44/235 du 22 décembre 1989 relative à l'assistance au peuple palestinien. Le rapport qu'elle demandait dans cette résolution a été distribué sous la cote A/45/503.

IV. PROBLEME DES REFUGIES DE PALESTINE

17. Après avoir examiné à sa quarante-quatrième session le rapport du Commissaire général de l'UNRWA pour la période allant du 1er juillet 1988 au 30 juin 1989 ¹/, l'Assemblée générale a adopté 11 résolutions sur ce sujet, le 8 décembre 1989. Dans sa résolution 44/47 A, elle a noté avec un profond regret que ni le rapatriement ni l'indemnisation des réfugiés, prévus au paragraphe 11 de sa résolution 194 (III), n'avaient encore eu lieu, que le programme de réintégration des réfugiés, soit par le rapatriement, soit par la réinstallation, qu'elle avait fait sien au paragraphe 2 de sa résolution 513 (VI) du 26 janvier 1952, n'avait guère progressé et que la situation des réfugiés demeurait donc très préoccupante; exprimé ses remerciements au Commissaire général et à tout le personnel de l'UNRWA, en constatant que l'Office fait tout ce qui est en son pouvoir dans les limites des ressources dont il dispose; demandé à nouveau que l'Office regagne aussitôt que possible son ancien siège dans sa zone d'opérations; constaté avec regret que la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine n'avait pu trouver le moyen de faire progresser l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III), et prié la Commission de poursuivre ses efforts pour faire appliquer ce paragraphe, ainsi que de lui rendre compte, selon qu'il conviendrait, mais au plus tard le 1er septembre 1990; souligné que la situation financière de l'Office, telle que le Commissaire général l'avait exposée dans son rapport, demeurait sérieuse; noté avec inquiétude que, malgré le succès des efforts méritoires faits par le Commissaire général pour recueillir des contributions supplémentaires, cet appoint de rentrées pour l'Office demeurait insuffisant pour faire face aux besoins budgétaires essentiels de l'année en cours; demandé à tous les gouvernements de

faire d'urgence le plus grand effort de générosité possible en vue de couvrir les besoins prévus de l'Office, et décidé de prolonger le mandat de l'Office jusqu'au 30 juin 1993, sans préjudice des dispositions du paragraphe 11 de sa résolution 194 (III).

18. Les autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale avaient trait aux questions suivantes : Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office (résolution 44/47 B); assistance aux personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures (résolution 44/47 C); offres par les Etats Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine (résolution 44/47 D); réfugiés de Palestine se trouvant dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967 (résolution 44/47 E); reprise de la distribution de rations aux réfugiés de Palestine (résolution 44/47 F); retour de la population et des réfugiés déplacés depuis 1967 (résolution 44/47 G); revenus provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine (résolution 44/47 H); protection des réfugiés de Palestine (résolution 44/47 I); Université de Jérusalem (Al Qods) pour les réfugiés de Palestine (résolution 44/47 J); et protection, dans le territoire palestinien occupé, des élèves et étudiants palestiniens, des établissements d'enseignement et de la sécurité des installations de l'Office (résolution 44/47 K). La situation des réfugiés de Palestine et les activités de l'Office depuis l'adoption de ces résolutions sont décrites dans le rapport annuel du Commissaire général de l'Office pour la période allant du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990 2/. Les rapports présentés par le Secrétaire général en application des résolutions 44/47 D, E, F, G, H, I, J et K portent respectivement les cotes A/45/463, A/45/464, A/45/465, A/45/466, A/45/429, A/45/641, A/45/530 et A/45/646. Le rapport présenté par la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine en application de la résolution 44/47 A et le rapport présenté par le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office en application de la résolution 44/47 B portent respectivement les cotes A/45/382 et A/45/645.

V. QUESTION DE PALESTINE

19. A sa quarante-quatrième session, le 6 décembre 1989, l'Assemblée générale a adopté quatre résolutions au titre de l'ordre du jour intitulé "Question de Palestine". Dans la résolution 44/41 A, l'Assemblée a fait siennes les recommandations du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien 3/; prié le Comité de continuer de suivre la situation relative à la question de Palestine ainsi que l'application du Programme d'action pour la réalisation des droits des Palestiniens 4/; et autorisé le Comité à continuer de n'épargner aucun effort pour faire appliquer ses recommandations. Dans sa résolution 44/41 B, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de fournir à la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat les ressources dont elle aurait besoin et de veiller à ce qu'elle continue de s'acquitter des tâches énumérées dans des résolutions antérieures pertinentes de l'Assemblée, en consultation avec le Comité. Dans sa résolution 44/41 C, l'Assemblée a prié le Département de l'information de poursuivre, en étroites coopération et coordination avec le Comité, son programme spécial d'information sur la question de Palestine. Dans sa résolution 44/42, l'Assemblée a réaffirmé la nécessité urgente de parvenir à un règlement juste et global du conflit arabo-israélien, au coeur duquel se trouve la question de Palestine; demandé une fois encore que la Conférence internationale de

/...

la paix sur le Moyen-Orient soit convoquée, sous les auspices des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, sur un pied d'égalité, et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 338 (1973) du 22 octobre 1973 et aux droits nationaux légitimes du peuple palestinien, en particulier le droit à l'autodétermination. L'Assemblée a aussi réaffirmé les principes ci-après devant présider à l'établissement d'une paix globale : le retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés; des accords garantissant la sécurité de tous les Etats de la région, y compris ceux qui sont nommés dans la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues; le règlement du problème des réfugiés de Palestine conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948, et aux autres résolutions pertinentes adoptées depuis; le démantèlement des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés depuis 1967 et la garantie de la liberté d'accès aux Lieux saints et aux édifices et sites religieux. L'Assemblée a pris note du souhait exprimé et des efforts faits en vue de placer le territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, sous la supervision momentanée de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du processus de paix; invité une fois encore le Conseil de sécurité à examiner les mesures nécessaires pour convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, y compris la création d'un comité préparatoire, et à étudier les moyens de garantir les mesures de sécurité approuvées par la Conférence pour tous les Etats de la région; et prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts auprès des parties concernées, et en consultation avec le Conseil de sécurité, en vue de faciliter la convocation de la Conférence, et de soumettre des rapports intérimaires sur l'évolution de la situation à cet égard.

20. Le rapport demandé au Secrétaire général dans la résolution 44/42 a été soumis sous la cote A/45/709-S/21929.

21. Le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale est paru sous la cote A/45/35 5/.

VI. LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

22. A sa quarante-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté, le 4 décembre 1989, trois résolutions concernant la situation au Moyen-Orient. Dans la résolution 44/40 A, elle a réaffirmé sa conviction que la question de Palestine est l'élément central du conflit au Moyen-Orient et qu'une paix d'ensemble juste et durable ne peut être instaurée dans la région sans le plein exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables et le retrait immédiat, inconditionnel et total d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés; réaffirmé qu'il ne peut y avoir de règlement global et juste de la situation au Moyen-Orient sans la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine; déclaré que la paix au Moyen-Orient est indivisible et doit être fondée sur une solution globale, juste et durable du

problème du Moyen-Orient, élaborée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et sur la base de ses résolutions pertinentes; considéré que le plan arabe de paix 6/, adopté à l'unanimité par la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fez (Maroc), et confirmé par la Conférence arabe extraordinaire au sommet qui s'est tenue à Casablanca (Maroc), est une contribution importante à la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien par l'instauration d'une paix d'ensemble juste et durable au Moyen-Orient; condamné la poursuite de l'occupation par Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés, et exigé le retrait immédiat, inconditionnel et total d'Israël de tous les territoires occupés depuis 1967; rejeté tous les accords et arrangements qui violent les droits inaliénables du peuple palestinien et vont à l'encontre des principes d'une solution globale et juste du problème du Moyen-Orient; estimé que la décision d'Israël d'annexer Jérusalem et d'en faire sa "capitale" ainsi que les mesures prises pour en modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut sont nulles et non avenues et exigé qu'elles soient rapportées immédiatement; condamné l'agression, la politique et les pratiques d'Israël à l'égard du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé et en dehors de ce territoire; condamné la politique et les pratiques annexionnistes d'Israël dans le Golan arabe syrien occupé; estimé que les accords de coopération stratégique entre les Etats-Unis d'Amérique et Israël, signés le 30 novembre 1981, ainsi que le maintien des livraisons d'armes et de matériel modernes à Israël, auxquels s'ajoute une aide économique substantielle, ont encouragé Israël à poursuivre sa politique et ses pratiques d'agression et d'expansion, ont nui aux efforts faits pour instaurer une paix d'ensemble juste et durable au Moyen-Orient et menacent la sécurité de la région; demandé à tous les Etats de cesser d'apporter à Israël une aide militaire, économique, financière et technologique, ainsi que des ressources humaines, ayant pour objet de l'encourager à poursuivre sa politique d'agression contre les pays arabes et le peuple palestinien; condamné vigoureusement la collaboration entre Israël et le régime raciste d'Afrique du Sud; demandé à nouveau que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient soit convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties au conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, sur un pied d'égalité, et que la Conférence soit dotée des moyens et de toute l'autorité voulus pour être en mesure de parvenir à une solution juste et globale fondée sur le retrait d'Israël du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, ainsi que des autres territoires arabes occupés, et à la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient; et fait sienne l'idée de créer un Comité préparatoire qui serait chargé de prendre les mesures nécessaires pour convoquer la Conférence. Les autres parties de la résolution 44/40 avaient trait à la politique israélienne dans le Golan arabe syrien et les autres territoires occupés (résolution 44/40 B) et au transfert par certains Etats de leur mission diplomatique à Jérusalem (résolution 44/40 C).

23. Les résolutions 44/40 A à C ont été portées à l'attention des Etats Membres et un rapport du Secrétaire général incorporant les observations reçues des Etats Membres a été distribué sous la cote A/45/595.

24. Pendant la période considérée, le Conseil de sécurité a adopté deux déclarations à propos du Liban. Le 22 novembre 1989, à la suite de consultations avec les membres du Conseil de sécurité, le Président du Conseil a fait une déclaration (S/20988) au nom du Conseil, à la 2894^e séance. Dans cette déclaration, les membres du Conseil ont exprimé leurs profondes indignation et consternation devant l'assassinat de M. René Moawad, Président de la République libanaise, le même jour à Beyrouth. Ils ont exprimé leur sympathie et leurs condoléances à la famille du Président défunt, au Premier Ministre et au peuple libanais. Ils ont condamné résolument cet acte terroriste, lâche et criminel, qui constituait une attaque contre l'unité du Liban, les processus démocratiques et le processus de réconciliation nationale. Réaffirmant leur appui aux efforts entrepris par le Haut Comité tripartite de la Ligue des Etats arabes et à l'Accord de Taëf, les membres du Conseil ont dit que ceux-ci demeuraient la seule base pour la garantie de la pleine souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale du Liban. Ils ont réitéré leur appel du 7 novembre 1989 à toutes les composantes du peuple libanais pour poursuivre le processus de réalisation des objectifs que sont la restauration de l'Etat libanais et l'établissement d'institutions renouées, processus qui avait commencé avec l'élection du Président Moawad et la désignation du Premier Ministre Sélim El-Hoss. Les institutions démocratiques libanaises devaient être résolument soutenues et le processus de réconciliation nationale devait se poursuivre. C'était la seule manière de rétablir pleinement l'unité nationale libanaise. Réaffirmant solennellement leur soutien à l'Accord de Taëf, ratifié par le Parlement libanais le 5 novembre 1989, les membres du Conseil ont exhorté tous les Libanais à faire preuve de modération, à oeuvrer à nouveau d'urgence en vue de la réconciliation nationale et à manifester leur attachement aux processus démocratiques.

25. Le 27 décembre 1989, à l'issue de consultations avec les membres du Conseil de sécurité, le Président du Conseil a fait une déclaration (S/21056) au nom du Conseil, à la 2903^e séance. Rappelant leurs déclarations des 7 et 22 novembre 1989 et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, les membres du Conseil ont réaffirmé leur appui sans réserve pour les efforts entrepris par le Haut Comité tripartite de la Ligue des Etats arabes et pour l'Accord de Taëf, qui continuaient d'être la seule base sur laquelle puissent être garanties la pleine souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale du Liban. Les membres du Conseil se sont félicités de l'élection de M. Elias Hraoui comme successeur de feu René Moawad à la présidence de la République libanaise et de la constitution d'un Gouvernement libanais dirigé par le Premier Ministre Sélim El-Hoss. Ils ont réaffirmé qu'il était urgent de poursuivre le processus de réconciliation nationale et de réforme politique que concrétisait l'Accord de Taëf et se sont déclarés gravement préoccupés par les obstacles qui avaient freiné le progrès vers la réalisation de ces objectifs. Exprimant leur soutien aux efforts déployés par le Président Hraoui dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord de Taëf pour déployer les forces du Gouvernement libanais en vue de restaurer l'autorité du Gouvernement sur tout le territoire libanais, les membres du Conseil ont réitéré leur appel au peuple libanais, et en particulier à toutes les personnalités, tant civiles que militaires, du Gouvernement libanais, pour qu'ils apportent leur soutien à leur président et au processus constitutionnel amorcé à Taëf afin de réaliser dans la paix la restauration de l'unité, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban sur la totalité de son territoire.

VII. OBSERVATIONS

26. Depuis mon dernier rapport à l'Assemblée générale sur la situation au Moyen-Orient, les perspectives de progrès dans le processus de paix arabo-israélien ne semblent malheureusement pas s'être confirmées. Il y a un an, je signalais que l'espoir de voir avancer ce processus avait été renforcé par les événements politiques spectaculaires de la fin de 1988 et qu'il en était résulté un certain nombre de propositions importantes, visant essentiellement à engager un débat entre Israéliens et Palestiniens. Je soulignais qu'il était bien entendu essentiel de donner suite à toutes les initiatives qui pourraient contribuer à rapprocher les parties et à les amener à la table de négociation, mais que je ne pouvais qu'être préoccupé en constatant qu'un temps précieux s'écoulait et que la disposition à négocier qui existait alors risquerait de disparaître sous l'effet de l'amertume suscitée par les événements.

27. Malheureusement, les efforts entrepris pour instaurer un dialogue israélo-palestinien ont abouti à une impasse au cours des premiers mois de 1990. Depuis lors, la situation dans les territoires occupés s'est aggravée, ce qui a amené le Conseil de sécurité à se concentrer sans cesse davantage sur la sécurité et la protection des civils palestiniens qui y résident. A ce propos, j'ai présenté au Conseil, comme suite à ses résolutions 672 (1990) du 12 octobre 1990 et 673 (1990) du 24 octobre 1990, un rapport sur les territoires occupés daté du 31 octobre 1990 (S/21919). Dans ce rapport, je suggérais des mesures que la communauté internationale pourrait prendre pour la sécurité et la protection de la population civile palestinienne. Le Conseil poursuit actuellement ses délibérations sur la question. Mais, l'application de ces mesures ne suffira d'ailleurs pas en soi à mettre un terme au conflit entre Israéliens et Palestiniens, conflit essentiellement politique. Qui plus est, il importe de rappeler que ce conflit est au coeur de tout le contentieux arabo-israélien, c'est-à-dire de toute une série de questions complexes et interdépendantes.

28. A ce propos, il est encourageant de noter, comme je l'ai fait dans mon rapport du 12 novembre 1990 à l'Assemblée générale sur la convocation d'une conférence internationale de la paix (A/45/709-S/21929), qu'il y a une unanimité au Conseil de sécurité sur la nécessité de poursuivre d'urgence les efforts en vue d'un règlement global, juste et durable de la situation au Moyen-Orient, apportant en particulier une solution au problème palestinien sous tous ses aspects. Je continue de penser que le meilleur moyen de parvenir à ce règlement est d'engager un processus de négociation qui fasse intervenir toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, et qui soit fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et sur les droits politiques légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination.

29. Comme je l'ai dit dans mon rapport annuel sur l'activité de l'Organisation l, le Moyen-Orient dans son ensemble demeure la région du monde où la situation est la plus explosive. De vieilles querelles, qui couvaient depuis des années, ont été exacerbées par une course effrénée aux armements dans toute la région, qui a abouti à l'accumulation d'un terrifiant arsenal d'armes de destruction massive. Le Moyen-Orient ne connaîtra une paix durable que lorsque les principes du droit international régiront les relations entre Etats, lorsque les Etats régleront leurs différends par des moyens pacifiques, lorsque les aspirations de ceux qui sont

actuellement privés de leurs droits auront été satisfaites, et lorsque, dans le domaine de la sécurité et dans le domaine économique, des arrangements régionaux auront été mis en place compte tenu des préoccupations de toutes les parties concernées.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 13 (A/44/13 et Add.1).

2/ Ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 13 (A/45/13 et Add.1.).

3/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 35 (A/44/35).

4/ Rapport de la Conférence internationale sur la question de Palestine, Genève, 29 août-7 septembre 1983 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.I.21), chap. I, sect. B.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 35 (A/45/35).

6/ A/44/737-S/20971; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-quatrième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1989, document S/20971.

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 1 (A/45/1).
